


Informations de base	
2023/2087(INI) INI - Procédure d'initiative	Procédure terminée
Négociations sur un accord sur le statut des activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) en Mauritanie	
Subject 7.10.04 Franchissement et contrôles aux frontières extérieures, visas Zone géographique Mauritanie	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<div>LIBE</div> Libertés civiles, justice et affaires intérieures	STRIK Tineke (Greens/EFA)	05/06/2023
		Rapporteur(e) fictif/fictive ZDECHOVSKÝ Tomáš (EPP) BIELOWSKI Theresa (S&D) OETJEN Jan-Christoph (Renew) WIŚNIEWSKA Jadwiga (ECR) ERNST Cornelia (The Left)	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<div>AFET</div> Affaires étrangères (Commission associée)	OETJEN Jan-Christoph (Renew)	26/04/2023

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
15/06/2023	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
15/06/2023	Annonce en plénière de la saisine des commissions associées		
26/10/2023	Vote en commission		

14/11/2023	Dépôt du rapport de la commission	A9-0358/2023	
22/11/2023	Décision du Parlement	T9-0428/2023	Résumé
22/11/2023	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2023/2087(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Base juridique	Règlement du Parlement EP 117 Règlement du Parlement EP 57_o Règlement du Parlement EP 55
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	LIBE/9/12232

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE749.932	13/06/2023	
Amendements déposés en commission		PE751.722	13/07/2023	
Avis de la commission	<div>AFET</div>	PE749.910	21/09/2023	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A9-0358/2023	14/11/2023	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0428/2023	22/11/2023	Résumé
Commission Européenne				
Type de document	Référence		Date	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2024)25		22/03/2024	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
OETJEN Jan-Christoph	Rapporteur(e) fictif/fictive	<div>LIBE</div>	04/07/2023	President of the National Right Commission of Mauritania
STRIK Tineke	Rapporteur(e)	<div>LIBE</div>	04/07/2023	Commission Nationale des Droits de l'Homme – CNDH
STRIK Tineke	Rapporteur(e)	<div>LIBE</div>	25/04/2023	Human Rights Watch
STRIK Tineke	Rapporteur(e)	<div>LIBE</div>	23/03/2023	Human Rights Watch

Négociations sur un accord sur le statut des activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) en Mauritanie

2023/2087(INI) - 22/11/2023 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 390 voix pour, 135 contre et 15 abstentions, une recommandation concernant les négociations relatives à un accord sur le statut entre l'Union européenne et la République islamique de Mauritanie concernant les activités opérationnelles menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) dans la République islamique de Mauritanie.

Le Parlement reconnaît que le déploiement de Frontex en Mauritanie, agissant conformément à l'acquis de l'UE, peut avoir un effet positif sur le respect des droits fondamentaux. Toutefois, il a exprimé sa profonde inquiétude quant à la situation des droits fondamentaux en Mauritanie, en particulier pour les migrants et les réfugiés, et a estimé que la conclusion éventuelle d'un accord sur le statut entre l'UE et la Mauritanie prévoyant l'exercice de pouvoirs exécutifs par Frontex en Mauritanie entraînerait **un risque élevé de violations des droits fondamentaux** et des obligations de protection internationale, qui sont de nature grave et susceptibles de persister.

Le Parlement a estimé que **les dispositions du modèle d'accord sur le statut doivent être améliorées** afin de répondre aux graves préoccupations susmentionnées qui pourraient conduire à de graves lacunes en matière de responsabilité en cas de violations des droits fondamentaux, qui devraient être traitées de manière appropriée.

La Commission et Frontex sont vivement encouragés à adopter les mesures suivantes sans plus attendre, si les négociations en vue d'un accord sur le statut se poursuivent.

La Commission européenne devrait notamment :

- inclure des garanties explicites permettant aux agents déployés de ne pas donner suite aux ordres émis par les autorités mauritaniennes qui contredisent les obligations de Frontex en matière de droits fondamentaux qui découlent de l'UE et du droit international;
- s'abstenir d'inclure des dispositions spécifiques permettant l'application provisoire de l'accord avant que le Parlement européen n'évalue s'il doit donner son consentement à cet accord;
- veiller à ce que le personnel de Frontex qui bénéficie d'une immunité pour ses activités en Mauritanie continue d'être tenu pour responsable en vertu des lois de l'UE ou des États membres afin de garantir la sécurité juridique;
- garantir des mécanismes internes et externes suffisants et accessibles pour les personnes non ressortissantes de l'UE et veiller à ce que Frontex développe des mécanismes pour recevoir des plaintes en première instance, conformément aux recommandations du médiateur de l'UE;
- inclure des dispositions et des garanties pour une protection adéquate des droits de l'homme dans l'accord sur le statut afin de s'assurer que les autorités mauritaniennes respectent les droits fondamentaux pendant les opérations;
- tenir le Parlement européen pleinement et régulièrement informé de toutes les étapes du processus de négociation et, d'une manière générale, l'informer avant d'ouvrir des négociations avec des pays tiers sur un accord de statut.

Pour sa part, Frontex devrait notamment :

- assurer une consultation efficace, proactive et opportune avec l'officier aux droits fondamentaux lors de la décision de lancer ou non une opération conjointe en Mauritanie;
- impliquer le Forum consultatif de Frontex aux évolutions liées à l'accord sur le statut et le consulter, conformément à ses méthodes de travail et à son mandat, y compris sur l'organisation éventuelle d'une visite sur place en Mauritanie;
- veiller au respect des règles de Frontex relatives à la levée de l'immunité pour le personnel déployé;
- inclure des lignes directrices spéciales pour le traitement des demandes d'asile émanant de migrants vulnérables, en particulier les enfants, les mineurs non accompagnés, les femmes, les personnes LGBTQI+ et les membres de communautés confrontées à des violences ciblées ou à des poursuites discriminatoires dans leur pays d'origine;
- procéder à des évaluations périodiques des opérations conjointes dans les pays tiers, y compris en Mauritanie, en mettant l'accent sur les droits fondamentaux, les partager avec le Parlement européen et le Conseil et les mettre à la disposition du public.

Enfin, le Parlement a souligné la responsabilité de Frontex de remédier à toute violation des droits de l'homme commise par son personnel en Mauritanie et d'assurer l'obligation de rendre des comptes.